

JEAN QUATREMER PSYCHANALYSE LA GRÈCE

Sur ARTE

par Frédéric Lemaire, Olivier Poche

Mardi 20 janvier, Arte rediffusait le documentaire coréalisé par Jean Quatremer, « Grèce, année zéro ». S'agissait-il, à l'approche des élections législatives en Grèce, de fournir aux téléspectateurs français l'occasion d'approfondir les enjeux autour de la situation critique du pays et des élections du 24 janvier ? Difficile de l'imaginer, avec ce film de 52 minutes qui enfile les clichés sur la Grèce et la nécessité de « la réforme », en se concentrant presque exclusivement sur la fraude et la corruption. De ces maux bien réels, le documentaire propose une explication culturelle ou historique (ou encore une « psychanalyse », selon les mots de Quatremer lui-même), au détriment d'une mise en perspective économique et politique de la crise et des « remèdes » possibles.

Une question se pose d'emblée : pourquoi confier à Jean Quatremer la réalisation d'un documentaire sur la crise grecque ? On gage que les producteurs d'Arte ont été séduits par l'acuité de son expertise sur la Grèce, qui laisse apparaître certaines de ses qualités : son européisme convaincu, sa répulsion pour les extrêmes-qui-se-touchent, ou encore sa grande connaissance du pays, où il passe régulièrement ses vacances [1].

C'est peut-être à l'occasion d'un séjour dans les Cyclades que le correspondant de *Libération* a rencontré l'historien gréco-suisse Nicolas Bloudanis, originaire de l'île de Patmos, qui joue dès le commencement du documentaire le rôle de « guide » dans la Grèce en crise. Un choix qui n'a rien d'anodin ; interviewé en 2011 par Quatremer dans les colonnes de *Libération*, l'historien donnait un avis tranché sur la situation en Grèce : il en appelait alors à « *privatiser les entreprises publiques* » et « *réduire drastiquement la taille de la fonction publique* » [2].

Au-delà de ces recommandations originales, Nicolas Bloudanis partage avec Quatremer, une vision « culturelle » de la crise grecque, selon laquelle les problèmes des Grecs – réduits pratiquement à la fraude fiscale et à la corruption – trouvent leur explication dans une certaine « mentalité ». On reviendra sur cette question centrale dans le documentaire ; plus importante même que celle posée dans le sous-titre de l'émission – et qui annonce néanmoins la couleur : « *Comment l'amer remède imposé par l'Europe à la crise de la dette apporte aussi à la Grèce une chance inédite de construire un État de droit.* » Une version grecque de « Vive la crise », en quelque sorte [3]...

D'une manière générale, le documentaire est fidèle à l'œuvre du correspondant à Bruxelles de *Libération*, dont la critique acerbe des vicissitudes grecques n'a d'égal que la bienveillance, voire la révérence à l'égard des institutions européennes. Il est difficile de

résumer le propos d'un film qui, sur le mode des « choses vues et entendues » et du commentaire ponctuel, s'abstient de tout discours construit et argumenté ; mais à bien écouter, on y reconnaît une petite musique que l'on pourrait décomposer en quatre motifs principaux.

Une petite musique familière

L'austérité est un mal nécessaire. – « *Le pays doit profondément changer, il n'a pas le choix* » : le ton est donné dès l'ouverture du documentaire, qui évoque rapidement les mesures de rigueur, inéluctables : « *À partir de la faillite, le gouvernement n'avait qu'une seule possibilité : prendre l'argent là où il était [...] c'est-à-dire chez les fonctionnaires chez les retraités, il pouvait leur retirer une partie de leur revenu, ce qui a provoqué énormément de mécontentement* », explique Bloudanis, pragmatique [4]. La seule possibilité, vraiment ?

Le narrateur reconnaît en tout cas une « *situation terriblement angoissante pour le peuple grec, qui frôle la dépression collective.* » Mais se reprend, philosophe : « *Le prix à payer pour vivre dans une société libérale peut parfois paraître très élevé.* » Un doux euphémisme qui prêterait à sourire, si la situation en Grèce n'était pas si tragique. La pauvreté a doublé entre 2010 et 2012 et le chômage a triplé depuis les débuts de la crise, et cela n'a rien d'une impression. Et si c'est le « *prix à payer pour vivre dans une société libérale* », que faut-il en conclure ? L'austérité ou le goulag ?

Les Grecs fraudeurs l'ont tout de même bien mérité. – Le documentaire se poursuit en évoquant la question de la fraude fiscale et de la corruption en Grèce. Bien sûr ces deux phénomènes existent, mais ils sont loin de constituer les seules causes de la crise grecque. Or non seulement le documentaire se focalise sur la corruption et la fraude, mais il tend à les généraliser à l'ensemble de la population grecque, évoquant par exemple « la fraude fiscale » comme une pratique uniforme – un « *sport national* ». La voix-off rappelle par ailleurs que « *si chaque citoyen avait payé son dû, [la Grèce] n'aurait tout simplement pas eu besoin d'emprunter* ».

Le choix des interlocuteurs, remarquablement monocorde, pose lui aussi question. Qu'il s'agisse du ministre conservateur « *chargé de réformer la pléthorique administration grecque* », du secrétaire général pour les recettes fiscales, du représentant de la Commission en Grèce, d'un ancien ministre des finances du PASOK, ou encore d'un représentant de la Troïka, tous s'accordent sur la nécessité des « réformes ». Et qui de mieux pour évoquer la corruption et les changements nécessaires que d'authentiques membres du sérail, comme l'ancien ministre des Finances Giorgios Papakonstantinou ? Ou Kyriakos Mitsotakis, issu des grandes familles grecques qui se partagent le pouvoir en Grèce depuis des décennies ? Ou

encore Evangelos Venizelos, qui a fait partie, depuis 1993, de presque tous les gouvernements ?

Seules exceptions : Giorgos Stathakis, député de Syriza et Tryphon Alexiadis, vice-président du syndicat des agents du fisc, « *proche de la gauche radicale* », dont les interventions sont souvent en décalage vis-à-vis des autres témoignages – notamment parce qu’elles émettent un point de vue critique sur « les réformes » ou soulignent l’importance de distinguer les classes possédantes du reste de la population, en matière d’évasion fiscale notamment. Mais le commentaire fait la sourde oreille, ne relève pas ces désaccords et retourne à sa marotte : la fraude expliquée par l’histoire et la culture grecques.

Le populisme, c’est mal. – Non seulement les voix discordantes qui s’expriment dans le documentaire de Quatremer sont rares... mais elles sont d’emblée mises dans le même sac : le populisme. La voix-off pose le décor : « *La réforme de l’État, tout le monde s’accorde à la trouver nécessaire dans un système qui a fait faillite. Mais elle n’en est pas moins douloureuse [...]. Alors, comme partout dans le monde, la tentation du populisme, de droite ou de gauche, est grande.* »

Le premier est représenté par Kostas Moneos, un chauffeur de taxi qui annonce qu’il votera Aube Dorée, par révolte face à la paupérisation généralisée et parce qu’il ne croit plus dans les partis politiques traditionnels. Le second, par le député Giorgos Stathakis de Syriza, formation dont on apprend, en guise de présentation, qu’elle « *a longtemps promis que tout pourrait redevenir comme avant* », mais que son « *discours se nuance* » à l’approche des élections. S’ensuit une courte intervention de Stathakis sur la nécessité de lutter contre la fraude fiscale des plus riches.

Ainsi, résume le narrateur, « *face au rejet de la classe politique, les Grecs préfèrent voter soit pour Syriza, parti de gauche radicale, soit pour Aube Dorée, un parti néonazi.* » Heureusement, « *un tout nouveau parti créé par un ancien journaliste, Stavros Theodorakis, tente d’éviter cette course dans les extrêmes.* » Il s’agit de To Potami, parti pro-européen dont le programme se résume... à « *poursuivre les réformes, mais avec des hommes nouveaux qui n’ont jamais été impliqués dans les affaires* ». Original.

Heureusement, il y a l’Europe. – Car le véritable rempart face aux « extrêmes », c’est bien l’Europe. Même si son action n’est pas toujours bien perçue. Le représentant de la Commission en Grèce Pavos Karvounis se désole : « *On dit que c’est l’Union européenne qui a mis la Grèce à genoux.* » Certes, il y a des « *sacrifices* » ; mais ce n’est pas l’Union européenne qu’il faut blâmer : « *La leçon à tirer, c’est que les Grecs se sont plantés.* » Et de poursuivre : « *Il faudrait médiatiser une image positive de l’Europe, car elle seule a été aux*

côtés de la Grèce pour l'aider. » À ses côtés, certes... Mais pour l'aider, vraiment ? Cela au moins pourrait faire débat – mais pas dans le documentaire de Jean Quatremer !

Car la suggestion de Pavos Karvounis, « *médiatiser une image positive de l'Europe* », n'est manifestement pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Et l'on chercherait en vain dans le commentaire en voix-off la moindre évaluation critique des « réformes » imposées par l'Europe en Grèce. Pour notre part, nous n'avons relevé qu'une phrase critique à l'égard des institutions européennes. C'est à la 42e minute : « *Un pays n'est pas une entreprise et la Troïka [5] semble l'avoir oublié.* » À l'inverse des religieux et des armateurs qui, eux, « *l'ont parfaitement compris* » et savent en jouer à leur avantage. Trop naïve, la Troïka ?

Une crise « culturelle »

« Grèce, année zéro » développe une petite musique, donc, plutôt qu'un discours construit. Les points de vue exprimés, qui reprennent presque exclusivement le discours officiel sur la situation grecque, sont rarement assumés par le narrateur. Le seul problème que le documentaire accepte de prendre de front, au point de constituer une sorte de fil rouge, est celui des origines culturelles de la fraude et de la corruption.

Dans l'interview précédant le documentaire, le correspondant à Bruxelles de *Libération* s'en explique d'ailleurs très clairement : « *Je voulais montrer aussi que si la Grèce a dérapé, c'est parce qu'il y a des raisons qui sont liées à l'État grec lui-même, à l'histoire grecque, à la culture grecque. Ca ne veut pas dire que les Grecs sont des voleurs [...]* ». Disons que c'est une façon moins brutale et pseudo-savante de le dire. Et disons surtout que faire un documentaire pour l'expliquer contribue à présenter « les Grecs » dans leur ensemble et sans distinction comme responsables de la crise, tout en dédouanant les autres acteurs.

Cette vision culturaliste n'est pas nouvelle chez Quatremer qui applaudissait déjà en 2012 les propos douteux du philosophe Stelios Ramfos : « *Les Grecs ne sont pas du tout rationnels. Ils ne raisonnent pas comme les Européens de l'Ouest. [...] Notre structure mentale est restée d'une certaine manière atrophiée, focalisée sur les problèmes du moment.* [6] » Dans « Grèce, année zéro », Nicolas Bloudanis lui emboîte le pas : « *Le Grec moderne réfléchit exactement comme réfléchissait celui du XIXe siècle, dans le sens où il attend de l'État qu'il assure son avenir [...] et c'est ce qui explique son désarroi total face à la crise et aux réformes que cette crise oblige l'État grec à faire.* » Bien simplet qui croyait que le désarroi des Grecs était avant tout la conséquence de l'effondrement de l'économie, des salaires, de la protection sociale et des services publics... puisqu'il s'agit, au fond, d'une question de mentalité !

L'histoire permet en tout cas de prendre de la hauteur. Le commentaire nous rappelle que « *dans l'Antiquité, la Grèce était constitué de cités-États, tour à tour sous le joug de différentes occupations étrangères* », et Nicolas Bloudanis remet doctement en perspective la crise actuelle : « *La faillite d'aujourd'hui est donc la troisième que connaît la Grèce dans son histoire. La première a eu lieu en 1893 ; la deuxième a eu lieu en 1932, mais on ne peut pas la considérer comme traditionnelle parce qu'elle faisait partie alors de la crise mondiale ; et aujourd'hui à partir de 2009, c'est une troisième faillite, qui est tout à fait classique à la Grèce.* » Résumons : une tradition nationale de la faillite, fondée sur deux exemples, les crises de 1893 et de 2009. À condition bien sûr de considérer, comme notre expert, que ces crises n'ont absolument rien à voir avec de quelconques crises mondiales [7]...

« *Extrémisme, fraude et corruption ne sont pourtant pas inscrits dans l'ADN grec* », nous rassure le commentaire, « *mais trouvent leur origine dans l'histoire tourmentée de ce pays* ». Ce que confirme Margaritis Schinas, directeur résidant chargé de la liaison avec la Troïka, qui évoque quant à lui non pas l'ADN grec, mais – nuance ! – « *des pathologies décennales, voire séculaires* » que la crise oblige à dépasser : « *Historiquement, il existe une mentalité dans la Grèce moderne qui est un résidu de la période ottomane : pour les Grecs, l'État, ce n'est pas nous [...]. Ce n'est donc pas grave si on le vole un peu.* » Et à la fin du documentaire (voir annexe), le vice Premier-ministre grec, Evangelos Venizelos, conclura ainsi : « *Il faut poursuivre cet effort. Nous avons déjà atteint de nombreux objectifs [...]. Mais, nous devons faire face aux mentalités corporatistes, au populisme, à la théorie de la facilité.* » Encore et toujours, la « mentalité »...

La vision de la crise grecque comme crise culturelle fonctionne comme une puissante justification du « calvaire » subi par les Grecs et de l'intervention des institutions européennes : il s'agirait en fait de l'ajustement douloureux mais nécessaire d'une société minée par la fraude et la corruption, inscrites dans la culture et l'histoire grecques. Quatremer se défend d'avoir une vision raciste, en précisant que ces maux ne sont pas « dans l'ADN des Grecs » (ce que personne de sensé ne pourrait soutenir). Mais il développe néanmoins une vision culturaliste qui, sous ses atours scientifiques, demeure très ambiguë [8]. Et permet de renvoyer la crise grecque... à un mal grec.

Frédéric Lemaire et Olivier Poche

PS : Comme on pouvait s'en douter, Jean Quatremer s'est rapidement réjoui de la victoire de Syriza lors des élections législatives du 25 janvier. En témoigne par exemple ce Tweet, d'une bonne foi à toute épreuve. Question de « mentalité » ?

Annexe : la conclusion de « Grèce, année zéro »

Nous avons retranscrit ici les dernières minutes de « Grèce, année zéro ». Celles-ci sont emblématiques de l'importance donnée aux intervenants « issus du sérail », qui, après avoir célébré les réformes qu'ils sont chargés de conduire, concluent le propos sur la situation de la Grèce et ses perspectives. L'avertissement final, qui semble destiné aux téléspectateurs français, est lui aussi significatif : nous allons payer, « tous ensemble » et sans plus de distinction, pour les maux de la Grèce. Les Grecs auront payé pour leurs péchés, et nous paierons pour notre « cécité » : « Grèce, année zéro », ou le degré zéro de l'analyse politique.

Kostas Moneos, chauffeur de taxi et électeur d'Aube dorée : *« Mes espoirs reposent sur les Européens par sur nous. Ils veulent aider la Grèce, ils ne veulent pas la voir détruite. La faillite de la Grèce n'est dans l'intérêt de personne, ni de l'UE ni des grands États européens, autrement ils nous auraient déjà mis en faillite... Mon espoir est là. Je n'espère rien des hommes politiques grecs. »*

Pavos Karvounis, représentant de la Commission en Grèce : *« Beaucoup de temps risque de s'écouler avant que la Grèce ne ressemble à l'État français ou à l'État allemand. Ici, la société fait des progrès, mais ils se font très lentement. Par ailleurs, je pense que la crise accélère l'adaptation, et depuis peu, nous allons plus vite vers un modèle occidental. La crise*

comporte beaucoup de points négatifs, mais également beaucoup de points positifs ; elle nous pousse plus rapidement à adhérer à une gouvernance européenne qui n'existait pas en Grèce avant la crise bien que nous soyons membres de l'Union depuis plus de trente ans »

Giorgios Papakonstantinou, ministre des finances de 2009 à 2011 (PASOK) : « *Sur le plan budgétaire, nous sommes au bout d'un long marathon. Mais sur le plan structurel, et sur celui des mentalités dans notre pays, nous ne sommes qu'au début. Cela va prendre des générations pour changer. »*

Evangelos Venizelos, vice Premier-ministre et ministre des affaires étrangères

(PASOK) : « *Il faut poursuivre cet effort. Nous avons déjà atteint de nombreux objectifs. Nous avons assaini nos finances publiques en enregistrant un excédent primaire et un déficit budgétaire contrôlable. Nous avons réussi à nous conformer aux règles budgétaires, ce qu'aucun pays dans l'histoire n'a réussi. Et dans le même temps, nous avons procédé à des changements structurels et institutionnels très importants. Nous avons un marché du travail différent, un système de sécurité sociale différent que nous essayons de rendre viable. Nous avons une administration que nous essayons de moderniser. Mais, nous devons faire face aux mentalités corporatistes, au populisme, à la théorie de la facilité. Les nombreuses subventions distribuées par l'État sont des habitudes profondément ancrées dans les structures de la société ; non seulement en Grèce, mais aussi dans d'autres pays. »*

Nicolas Bloudanis, historien : « *Tout ce qu'on vient de voir, tous ces dysfonctionnements, les grecs ne les ont jamais réellement cachés, et l'Europe avait le moyen de savoir. Alors, pourquoi est-ce qu'on a laissé entrer la Grèce dans l'Euro sans exiger au préalable les réformes nécessaires ? »*

Voix-off : « *Reste que la Grèce n'est pas seule responsable du chaos actuel. Les autres États européens, en l'acceptant dans l'Union et dans l'Euro, ont été bien aveugles. Et maintenant, ce qui est sûr, c'est qu'il faudra payer tous ensemble la facture de cette cécité. »*